

<http://ugtg.org/spip.php?article1634>



Massacre du 17 octobre 1961

- Actualité -



Date de mise en ligne lundi 17 octobre 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Le 17 octobre 1961, une manifestation à l'appel du Front de Libération National (FLN) qui réunissait 30 000 français musulmans d'Algérie se termine dans une sanglante répression. Plusieurs manifestations de commémoration sont prévues ces jours-ci en région parisienne.



Massacre du 17 octobre 1961 : 50 ans de silence officiel

En réponse au couvre-feu qui leur est imposé par la préfecture de police et dans un climat de tension à cause des attentats de l'OAS, le FLN appelle le 17 octobre 1961 à une manifestation pacifique et sans arme. 30 000 français musulmans d'Algérie, dont des femmes et des enfants, venant principalement des bidonvilles de Nanterre et Aubervilliers répondent à l'appel et convergent vers la place de l'Étoile à Paris. Mais alors qu'ils arrivent vers le boulevard Saint-Michel, le préfet de police Maurice Papon ordonne de stopper la manifestation. Ce sera fait dans un déchainement de violence.

Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés mais l'historien Jean-Luc Einaudi, qui a publié en 1991 *La bataille de Paris (Points)*, estime que la réalité est plus proche des 200 morts, voire de "plusieurs centaines". Selon lui la position officielle est toujours "celle de Maurice Papon il y a 50 ans".

Une reconnaissance officielle ?

Le collectif 17 octobre 1961, dont font partie le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (Mrap) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a demandé, comme chaque année que "les plus hautes autorités reconnaissent les massacres commis par la police parisienne". A l'occasion de la célébration du 50e anniversaire de la répression, cette demande pourrait trouver un écho.

Plusieurs manifestations sont organisées ces jours-ci. Ce samedi notamment ; un colloque s'est tenu à l'Assemblée Nationale avec les historiens Gilles Manceron et Hassan Rémaoun.

Un boulevard du 17 octobre 1961 a été inauguré ce dimanche à Nanterre. Lundi à Paris, Bertrand Delanoë déposera

une gerbe en présence de l'ambassadeur d'Algérie, Missoum Sbih devant la plaque commémorative de l'évènement dans le IVe arrondissement et une manifestation partira à 18h avec le même itinéraire que celle de 1961.

Le maire de Neuilly-sur-Seine, Jean-Christophe Fromantin (Divers droite) a refusé d'accueillir une manifestation sur l'île du Pont expliquant que sa ville "n'a jamais été associée à cet événement par le passé".

Même si la période pré-électorale n'est pas propice à une reconnaissance selon les historiens, le PS ainsi que 10 sénateurs Europe-Écologie-Les Verts et les sénateurs communistes ont demandé dans des communiqués distincts qu'une reconnaissance officielle du massacre ait lieu.

"Un tabou historique"

Mercredi, deux documentaires sortent en salles sur le sujet. Octobre à Paris du cinéaste et ancien résistant Jacques Panijel. Tourné dans la foulée des événements, ce film est censuré jusqu'en 1973. Il ressort mercredi précédé d'une préface de mise en perspective du cinéaste Mehdi Lallaoui. Ici on noie les Algériens - 17 octobre 1961 de Yasmina Adi entend faire la lumière sur "un tabou historique". Un webdocumentaire du collectif Raspousteam doit sortir ce lundi.

A l'époque, les journalistes Marcel et Paulette Péju recueillent des témoignages accablants. Leur manuscrit Le 17 octobre des Algériens est publié pour la première fois aux Éditions La Découverte, augmenté d'un texte de l'historien Gilles Manceron, La triple occultation d'un massacre.

Le site Médiapart a lancé un " Appel pour la reconnaissance officielle de la tragédie du 17 octobre 1961" qui a déjà été signé par des dizaines de personnalités comme Raymond Aubrac ou Stéphane Hessel.

Anne-Laure Poisson, avec agences

Source : [France Info](#)